

*Il y a enfin une tentative antisioniste qui vire parfois à l'antisémitisme, bien qu'elle vienne souvent d'intellectuels de gauche, démocrates, mais en désaccord avec la politique d'Israël.*

Luc Ferry

# LA LETTRE

## du Collectif Paix et Vérité

### ÉDITORIAL

Les élections israéliennes ont confirmé la maturité nouvelle de la société israélienne. La gauche, incarnée par les travaillistes et le Meretz, a essuyé une défaite historique, pas tant pour ses idées de gauche que pour son discours pacifiste. Les Israéliens ont compris que ce n'est pas en sautant comme des cabris et en criant « Paix !, Paix ! Paix ! Évacuation ! Évacuation ! Évacuation ! » qu'ils récolteront autre chose que des balles et des bombes. Lao Tseu, Machiavel, Bismarck, Lénine, Mao Ze Dong, avaient expliqué avec des idées simples que l'on persuade plus sûrement un adversaire de faire ce qu'on attend de lui, par le rapport des forces, que par les sentiments généreux et les preuves de bonne volonté. Arafat a dispensé un enseignement de la même veine en testant sans relâche, les failles et les états d'âme des israéliens par une diplomatie agressive et des offensives armées.

Bernard Lewis avait averti : « *La culture musulmane est caractérisée par la générosité du vainqueur... mais le résultat du combat doit être clair des deux côtés. Un combat qui se termine dans l'indécision est une invitation aux problèmes... Si celui qui est au pouvoir ne déploie pas tous ses efforts pour faire advenir une victoire de cette nature, sa conduite est interprétée comme une poltronnerie* » Interview à Yediot Acharonot 2002.

Puisque les israéliens ont compris, semble-t-il, qu'il faudra imposer par la force une solution rationnelle, qu'il ne convient pas tant d'être aimé des phalanges palestiniennes que d'en être craint, qu'il faut afficher une détermination inentamable,

(Suite page 2)

BP 42 13266 Marseille Cedex 08

paixetverite@online.fr

### SOMMAIRE

Éditorial	1
Bravo, Roger Cukierman !	1
La savonnette et le virus mutant	3
La création d'un État palestinien, contribution à la paix ?	4
Palestine: la nation introuvable	6
Le monde Arabe, au bord de l'abîme	9
Où vont les Arabes israéliens ?	10
Le mot «compromis» n'existe pas en Arabe	10
La conquête de Rome par l'Islam	12
Commentaires de nos lecteurs	14
Des réalisations technologiques et scientifiques d'Israël	14
Hommage à Ilan Ramon, un héros national	15
Lourde défaite du lobby extrémiste pro-palestinien	16
Le Projet du Collectif paix et Vérité	16

## BRAVO, ROGER CUKIERMAN !

Le président du CRIF (Conseil Représentatif des Institutions Juives de France) a posé tranquillement les bons problèmes, le 24 Janvier dernier, lors du dîner annuel qui fait un peu office de point d'étape pour les Juifs de France. Il les a posés devant un premier ministre, Jean-Pierre Raffarin, dont la qualité d'écoute a été assez remarquable.

Ce qu'il y a eu de neuf, dans le discours de Cukierman, c'est l'évocation précise de l'antisémitisme de gauche.

« [Il] ... se développe un courant d'extrême gauche, anti-mondialiste, anti-capitaliste, anti-américain, anti-sioniste. C'est une nouvelle cuisine qui nous mijote de vieux fantasmes dans une sauce à la mode, l'anti-sionisme. Israël, ce pays grand comme deux ou trois départements, serait le nœud des injustices de la pla-

nète. L'anti-sionisme fédère ce courant qui s'étend des partis révolutionnaires tels Lutte Ouvrière et la LCR, à une fraction de l'extrême gauche. ... Cette alliance brun-vert-rouge donne le frisson ».

En peu de mots, c'est une analyse très solide. Comment passer sous silence l'activisme permanent des trotskystes, furieusement haineux à l'endroit d'Israël, étroitement liés à la promotion d'associations franco-arabes les plus glauques ? Comment ignorer que ces forces conjuguées ont transporté en France, essentiellement dans le monde enseignant et à l'Université, la haine du sionisme, à la mode de la Ligue Arabe, et que la feuille de cigarette qui sépare l'antisémitisme de l'antisémitisme le plus grossier est franchie tous les jours, au point que les jeunes

(Suite page 2)

(Suite de la page 1)

Juifs terrorisés désertent les Universités de Paris et de la couronne parisienne ? Sur ce sujet, Roger Cukierman ne prononce pas, dans son discours, le mot d'antisémitisme.

Tout en pointant ce qui pouvait être bon dans la politique étrangère (Il souligne la déclaration de De Villepin à Damas : « *il n'y a pas de bon terrorisme* »), Cukierman va parler clairement au gouvernement :

• « *Nous ne comprenons pas qu'un Ambassadeur de France à Londres insulte l'État d'Israël sans subir de sanction.*

• *Nous ne comprenons pas que l'intervention de la France ait sauvé le Hezbollah d'une inscription sur la liste européenne des groupes terroristes.*

• *Nous ne comprenons pas que Jérusalem ne figure pas dans les documents officiels parmi les villes israéliennes dans lesquelles la France a une représentation diplomatique.*

• *Nous ne comprenons pas que l'Institut du Monde Arabe à Paris, financé par la France, présente une immense carte du Proche Orient dans laquelle l'État d'Israël a disparu.*

• *Nous ne comprenons pas pour-*

*quoi la France, berceau des droits de l'homme, s'est abstenue lors du vote donnant à la Libye la présidence de la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU.*

• *Nous ne comprenons pas qu'on ait laissé le sommet de la francophonie de Beyrouth se transformer en un forum de haine anti-israélienne. Et pour que la confiscation de la culture fût complète, cette violence s'exprimait en Français, devant un auditoire au premier rang duquel trônait le chef du Hezbollah ! »*

Tout est dit, ou presque. Roger Cukierman est un Président du CRIF compétent et estimable.

(Suite de la page 1)

alors une démarche politique a enfin des chances d'aboutir.

La phase post électorale remet à l'ordre du jour le processus politique. Les États-Unis vont vraisemblablement inciter Israël à entendre et à discuter les propositions arabes et européennes. Il faudra à la fois négocier, ne pas perdre de vue les intérêts vitaux au bénéfice d'engagements satisfaisants à court terme et conserver un doigt sur la détente.

L'affaire n'est pas simple. L'Intifada d'Arafat projette l'image d'un conflit circonscrit aux Palestiniens et aux Israéliens. C'est le fameux affrontement israélo-palestinien ou le nouveau David fait face au Goliath israélien. Rien n'est plus faux que cette représentation.

Le conflit se déroule sur une scène où on peut distinguer trois cercles. Le premier cercle, c'est celui de l'Intifada, des bombes humaines, du réinvestissement des territoires par Israël pour prévenir les attaques. Les feux de la violence auraient assez vite fait de s'éteindre si il n'y avait un second cercle, celui des pays qui attisent directement le conflit. Il s'agit de la Syrie qui règle les harcèlements du Hezbollah depuis le Liban, qui donne un siège et un refuge aux états major des terroriste du Hamas, du Jihad Islamique, des Brigades Al Aqsa, du FPLP, ..., qui entraîne les « moujahid » et finance les opérations armées. Il faut compter aussi l'Égypte dans ce second cercle. Certes, elle ne semble pas interve-

nir militairement. Mais elle laisse sa presse se déchaîner et, surtout, elle autorise les sommités de l'université Al Azar, le temple de l'Islam sunnite, à prêcher l'obligation du Jihad contre Israël et la légalité des attentats suicide. C'est une contribution bien plus efficace que l'argent ou les armes à la folle violence palestinienne.

Le troisième cercle, le plus pervers, regroupe des puissances qui ont beaucoup à perdre dans l'établissement de la paix. Il s'agit des régimes dictatoriaux d'Iran, d'Irak et d'Arabie Saoudite. Géographiquement, ils sont à une certaine distance du théâtre de la guerre. Mais politiquement, financièrement, militairement, ils sont tout proches. L'Irak donne des primes aux familles des bombes humaines et aux « moujahid » et forme des commandos, l'Iran équipe le Hezbollah et lui donne ses instructions, l'Arabie Saoudite a une préférence pour le Hamas, mais contribue à armer et financer toutes les organisations terroristes non « laïques ». Chacun de ces pays utilise le conflit pour se donner une légitimité arabe ou islamique et détourner la colère de leurs peuples misérables contre un bouc émissaire inusable.

On ne peut pas ne pas rattacher à ce troisième cercle, l'Europe compliquée. Sur la question du Proche-Orient, l'Europe est systématiquement alignée sur les positions arabes, et c'est la France qui, malheureusement donne le « la ». A l'ONU, à l'UNESCO, dans les multiples négociations internationales

(aujourd'hui le Quartette), elle appuie les exigences de la partie palestinienne et soutient toutes les demandes qui conduiraient vite Israël à une situation intenable. Le comportement des média, du moins en France et en Belgique, n'est pas très différent de celui des pays de la Ligue Arabe, l'antisémitisme déclaré en moins. L'Europe finance aussi depuis l'origine les structures de l'Autorité Palestinienne (l'école, les média, la police) dont on sait la contribution éminente à la fanatisation des Palestiniens et aux opérations militaires. Sans doute, des contrats avantageux, des concessions d'exploitation et des facilités financières sont le salaire de ce reniement. Reniement, car l'Europe démocratique prend, contre la démocratie israélienne, le parti de dictatures sanguinaires.

La complexité de la solution est là : un monde arabe proche de l'abîme et bien incapable d'accepter des dispositions constructives, une Europe vénale, en recherche d'une influence mondiale qui lui glisse entre les doigts, une nation palestinienne balbutiante et instrumentalisée.

Le chemin de la paix renvoie alors à des principes simples: rester forts, unis et déterminés, préserver l'alliance américaine, rechercher davantage des règlements partiels ou temporaires qu'un règlement global en attendant qu'une véritable volonté de paix émerge de l'autre côté. C'est tout l'art du politique que faire passer ces généralités dans la pratique.

# LA SAVONNETTE ET LE VIRUS MUTANT

**Non, Besancenot est un produit moderne ! Sa feuille de vigne, c'est qu'il est l'adepte de la version contemporaine de l'antisémitisme, l'antisionisme. Celle qui hait Israël, celle qui adore ses ennemis meurtriers,**

Olivier Besancenot a été lancé, il y a peu, sur le marché électoral, comme un produit de marketing, un peu comme une savonnette ou un shampoing. Une étude de profil: un homme jeune, un métier modeste, une allure simple.

Conforme aux canons démagogiques du vieux groupuscule trotskyste nommé LCR ! Venu de rien, voilà Besancenot candidat à la présidence de la République ! Avec le secours des parrainages socialistes. Expérience de la vie, des hommes, de la société, connaissance de l'Histoire, de la géographie, des lois de l'économie, culture ? N'en parlons pas ! Olivier Besancenot est là pour faire, comme la consoeur Laguiller, des scores électoraux. La cible marketing ? La jeunesse un peu perdue, farcie de rap et de M6, et les « bobos ». Alain Krivine pense tandis que Besancenot décline sur les estrades et les plateaux, les incises de la sociologie trotskyste. Ses armes : la brutalité verbale, la vindicte, l'insulte.

**Le virus mutant, c'est l'antisémitisme.** Toute la science de l'antisémitisme, c'est de hair le Juif, de le désigner et de le traquer sans répit.

*La doctrine ?* C'est simple. Appliquer l'adage : « Qui veut tuer son chien l'accuse de la rage ». La rage, c'est l'accusation d'avoir tué le Christ. C'est l'accusation d'empoisonner les fontaines, d'assassiner rituellement les enfants, de répandre la peste, etc. **Le virus mute.** Ce sont alors les accusations de dégénérescence morale, de particularisme « anthropologique ». **Le virus mute.** Ce sont ensuite les accusations de complot de pouvoir ou d'argent, de conjuration internationale. Après la guerre, **le virus mute** encore. Aujourd'hui, en gros : Israël est un complot juif. Après avoir dressé le monde contre le national-socialisme, les Juifs veulent faire payer le peuple allemand et le peuple palestinien. Sous la bannière d'Israël, ce sont les nazis modernes qui exécutent les Palestiniens.

*Les fantassins ?* Les antisémites se sont toujours recrutés à droite et à gauche. Épargnons-nous la filiation de droite. Mais à l'extrême gauche, il faut citer, parmi d'autres, Marx, Proudhon, Pierre Leroux et le fouriériste Toussenel, dont l'ouvrage « Les Juifs, rois de l'époque - 1844 » a inspiré Drumont et sa descendance nazie. Si Besancenot s'imagine que son auto filiation à l'extrême gauche est un certificat de blancheur !... Aujourd'hui, les champions de l'ultime mutation, les soldats de l'exécution de l'État Juif, ce sont les nazis survivants, les négationnistes, les communistes et un salmigondis de bordighistes (Pierre Guillaume et la Vieille Taupe), d'anarchistes (comme Gabriel Cohn-Bendit, l'inspirateur de son petit frère), de trotskystes et de verts. La convergence brun-rouge-vert.

**Le 1° février dernier**, le produit marketing était reçu chez Ardisson, pour promouvoir un livre écrit avec la plume d'un obscur doctrinaire.

Besancenot est confronté à Roger Cukierman, le représentant des institutions juives de France. L'objet du différend est la convergence assez aveuglante du vieil antisionisme de l'extrême droite avec l'antisionisme furieux de l'extrême gauche, contre Israël, coupable des sept plaies d'Égypte. Et Besancenot de se frapper la poitrine. Lui un antisémite, lui qui est entré en politique avec l'affaire de Carpentras, lui dont les compagnons sont Juifs, ...

Concédonsons à Besancenot qu'il n'a pas prétendu que les Juifs empoisonnent les fontaines, ni qu'ils tuent les enfants, ni qu'ils ont un gros nez, ni qu'ils aiment maladivement l'argent, ni qu'ils ourdissent le complot des sages de Sion. Il ne l'a pas prétendu, et concédons que, sincèrement, il n'y croit pas.

Non, Besancenot est un produit moderne ! Sa feuille de vigne, c'est qu'il est l'adepte de la version contemporaine de l'antisémitisme, l'antisionisme. Celle qui hait Israël, celle qui adore ses ennemis meurtriers, celle qui se propose d'asphyxier l'État refuge des Juifs par le boycott, celle qui justifie les pires meurtres de civils par l'humiliation imaginée de milices fascistes, bariolées de vert. Il est de ceux qui accusent le même Israël, le patrimoine commun des Juifs, de colonialisme, de nazisme, allons au fait, d'être coupable d'exister.

Comme pour tous les antisémitismes, il s'agit bien de tuer, car c'est la survie de 5,5 million d'israéliens juifs qui est en jeu dans un environnement arabe féroce. Et là, il a rendez-vous avec les bruns, non pas avec les troupes rarissimes du GUD ou les amis de Le Pen, mais avec cette idéologie anti sioniste inventée dès la fin de la guerre par le Waffen SS Karl-Henz Preister, par Oswald Mosley et par Maurice Bardèche. Qui seront relayés par Paul Rassinier, Robert Faurisson, jusqu'à Serge Thion.

C'est la convergence des bruns-rouges-verts. Qui, en supplétifs de l'islamisme, prolongent aujourd'hui le projet nazi. Telle est la maison de Besancenot.

Terminons par ce mot de Françoise Giroud, extrait d'un de ses derniers articles, et de quelle facture ! « Avec une rapidité remarquable, dès la première pierre de la seconde Intifada, un retournement s'est produit, saisissant. Enfin ! On a le droit de dire du mal des Juifs ! » « Cette Shoah qui ne passe pas » Le Monde du 13/06/2002.

C'est ainsi qu'un histrion a pu insulter Roger Cukierman, le représentant des institutions juives de France. En l'insultant, il a insulté les Juifs de France.

**P.S. : Alain Krivine et Jany Le Pen étaient à Bagdad au même moment, début février, pour empêcher l'intervention américaine contre Saddam Hussein.**

Jean-Pierre Bensimon

# LA CRÉATION D'UN ÉTAT PALESTINIEN, UNE CONTRIBUTION À LA PAIX ?

## IL Y A DES MOTIFS POUR LA CRÉATION D'UN ÉTAT PALESTINIEN

**Le nouvel État palestinien absorberait les réfugiés palestiniens fixés depuis plusieurs décennies dans des camps au Liban et en Syrie, où ils sont soumis à un régime juridique d'apartheid**

État pourrait être une solution commode pour leur auto administration ;

2 – Le nouvel État palestinien absorberait les réfugiés palestiniens fixés depuis plusieurs décennies dans des camps au Liban et en Syrie, où ils sont soumis à un régime juridique d'apartheid. Au Liban, par exemple, les réfugiés, où plutôt leurs descendants, sont privés du droit de travailler dans de multiples secteurs d'activité ; ils ne peuvent acquérir, réparer ou transmettre à leurs enfants une maison ou tout autre bien immobilier. Ils sont soumis à l'influence des pires organisations terroristes (Hezbollah, Hamas, Djihad Islamique...). Comme l'attribution d'un droit au retour sur le territoire israélien est exclue, il faut que ces descendants de réfugiés puissent intégrer les territoires qui seraient constitutifs de l'État palestinien en projet ;

3 – Les Palestiniens sont soumis à la domination des factions terroristes semi mafieuses qui ont fleuri dans les zones A des accords d'Oslo. Depuis plusieurs mois, s'est ajoutée à ce fléau, la reprise de contrôle des territoires par l'armée israélienne, pour des raisons élémentaires de défense contre le terrorisme. Ce peuple est recru d'épreuves et de privations. Un sentiment « national » s'est forgé au long de ces vicissitudes : un État, un auto gouvernement, donnerait un cadre et de la substance à cette aspiration nationale ;

**Comment l'empêcher d'introduire des systèmes d'armes conventionnels et non conventionnels dans le minuscule espace stratégique israélien**

moins 40 000 membres) et de divers autres attributs étatiques. Il s'agit en fait d'un quasi-état. L'État palestinien serait le prolongement naturel de cette structure pré étatique ;

5 – La concession d'un État aux Palestiniens pourrait amener ces derniers à s'affranchir des prati-

ques irresponsables des groupes extrémistes et à faire émerger un leadership et des mœurs politiques dignes de ce nom.

## D'AUTRES FACTEURS FONT PENCHER VERS LE REFUS D'UN ÉTAT PALESTINIEN EN CISJORDANIE ET À GAZA

1 – Concéder un État palestinien à l'issue d'une offensive armée, c'est donner une prime à la terreur. Arafat, représentant politique des Palestiniens, a répondu à une proposition de règlement plus qu'avantageuse par un mélange de guérilla, de terrorisme et de provocations armées, dont les civils israéliens ont été la cible numéro un. Accepter un État palestinien dans ces circonstances, c'est reconnaître que la stratégie d'Arafat était la bonne et encourager d'autres offensives, jusqu'à la disparition de la présence juive en « Terre Sainte ». Arafat doit payer son aventure militaire de septembre 2000 et ce prix doit servir de leçon à tous les candidats terroristes de la planète ;

2 – Si un État palestinien est formé, et si cet État est doté de la souveraineté, comment l'empêcher d'introduire des systèmes d'armes conventionnels et non conventionnels dans le minuscule espace stratégique israélien ? C'est un danger qui touche à la survie d'Israël, mais aussi à sa gestion courante. Comment faire atterrir ou décoller un avion de ligne sur un aéroport qui serait à quelques kilomètres d'un système de missiles adverses ? Les accords d'Oslo posaient des limites étroites à l'armement de la police palestinienne. Elles ont été transgressées allègrement et l'épisode du Karine A a révélé que l'Autorité Palestinienne voulait faire évoluer d'un degré supplémentaire sa technologie militaire ;

**Parmi elles : « ... l'usage des zones autonomes palestiniennes comme bases de repli pour les groupes armés »**

3 – Le territoire de l'État palestinien souverain devrait, si les mots ont un sens, être inviolable. Or, l'expérience de l'Intifada a montré que les zones A remises à l'Autorité Palestinienne sont devenues des tremplins pour des opérations terroristes et pour des commandos armés. Jibril Rajoub, ancien responsable de la sécurité palestinienne en Judée Samarie, expert s'il en est, indiquait, dans Le Monde du 29 Septembre 2002, les quatre lignes rouges qui avaient été franchies et qui, selon lui, n'auraient pas du l'être. Parmi elles : « ... l'usage des zones autonomes palestiniennes comme bases de repli pour les groupes armés ; la participation de membres des services de sécurité palestiniens à ces

(Suite page 5)

**De Césarée à Tel Aviv, la mer est à une quinzaine de kilomètres de la ligne verte. Israël pourrait être coupé en deux, en quelques heures, par une offensive d'engins mécanisés.**

riel Sharon a bien été contraint d'appliquer à partir du 29 Mars 2002. C'est ainsi que plus de 90% des tentatives d'attentat sont désormais arrêtées à temps. Comment Israël se défendrait-il s'il se heurtait aux frontières d'un État souverain ?

4 – L'état Palestinien pourrait aussi, du fait de sa souveraineté, passer des alliances avec les États « voyous ». Ce n'est pas une vue de l'esprit : Saddam Hussein qu'Arafat a soutenu en 1991 et qu'il soutient aujourd'hui au nom de l'opposition à la guerre, donne 25 000 dollars aux familles des « martyres » et des subsides aux autres « combattants ». L'Iran, l'Arabie Saoudite et la Syrie fournissent, au minimum, des cadres, des bases et des fonds pour l'entraînement des Palestiniens à l'action subversive. L'État palestinien souverain pourrait officialiser et étendre à son gré ce type de « collaboration » et, par exemple, déployer des tanks et des missiles « alliés » à quelques kilomètres de Tel Aviv.

5 – Israël occupe un territoire exigü, sans profondeur stratégique, à une époque où le terrorisme a affûté ses techniques et peut cibler, non seulement des tours, mais des zones urbaines entières ou des concentrations industrielles. C'est à cette aune qu'il faut relire la résolution 242 du Conseil de Sécurité de l'ONU reconnaissant à Israël le droit à « des frontières sûres et reconnues ». De Césarée à Tel Aviv, la mer est à une quinzaine de kilomètres de la ligne verte. Israël pourrait être coupé en deux, en quelques heures, par une offensive d'engins mécanisés. De ce point de vue, des rectifications sensibles des frontières sont inéluctables pour donner à Israël la « sûreté » prévue par les résolutions internationales. Alors, l'« État Palestinien » n'occuperait qu'une partie du territoire de la Judée et la Samarie.

6 – Dans une interview à « Israël Magazine » n° 28 de Février 2003, le **Général Pierre Marie Gallois** a défendu l'idée qu'Israël devrait conserver la Cisjordanie, pour des raisons existentielles. Il avance

opérations ». Le seul moyen d'empêcher les ravages des bombes humaines et des commandos, c'est d'aller les détruire dans leurs sanctuaires, au plus profond des territoires administrés par l'AP, politique qu'A-



deux arguments :

a) Un argument démographique : à l'Ouest du Jourdain, les populations israélienne et palestinienne cumulées représentent 9 millions d'habitants. En 2020, compte tenu de la démographie, elles seront 14 millions. Il n'est pas possible de faire vivre une telle masse démographique sur un territoire de 26000 km<sup>2</sup> (20 770 km<sup>2</sup> pour Israël et un peu moins de 6000 km<sup>2</sup> pour la Cisjordanie), où l'eau manque déjà. L'État palestinien devrait plutôt être implanté sur 10 000 km<sup>2</sup>, dans le Sinäi, préalablement fertilisé par un investissement dans le dessalement de l'eau de mer ;

**Israël qui doit intégrer, comme une donnée, pour les décennies à venir, l'hostilité fondamentale de son environnement à son existence.**

b) Un argument de sécurité : Israël est entouré par 200 millions d'Arabes hostiles ; il a besoin de profondeur stratégique. Par ailleurs,

Israël compense son désavantage démographique avec les Arabes par la dissuasion nucléaire ; l'imbrication des populations, qui s'accroîtrait avec un État palestinien en Cisjordanie et la croissance du nombre des Arabes israéliens, annulerait assez vite l'effet de dissuasion de l'arme nucléaire. Israël serait alors emporté par le nombre. La désimbrication des populations est donc un impératif stratégique.

Comment sortir de ce dilemme, entre l'impératif et le risque vital que constitue en même temps l'État palestinien ? La coexistence de petits États dans des régions difficiles est théoriquement possible. Mais le processus d'Oslo a apporté ses enseignements. Les représentants palestiniens sont prêts à signer tous les accords que l'on voudra leur faire signer. Ils ne se sont jamais estimé tenus par leurs engagements. N'ayant pas accepté sur le fond l'existence d'Israël, ils utilisent tous les espaces possibles pour atteindre **leur visée d'éradication de la présence étatique juive dans la région**. Ils ont élaboré pour cela au moins trois théories : la ruse du Cheval de Troie, la théorie des étapes et la théorie de paix d'Hudaïbya. Les trois théories convergent sur l'objectif d'un État palestinien, « de la rivière à la mer ». Et ils sont passés à la pratique !

Israël qui doit intégrer, comme une donnée, pour les décennies à venir, l'hostilité fondamentale de son environnement à son existence. Il doit intégrer aussi que le moindre signe de faiblesse (c'est ainsi qu'est interprétée la bonne volonté dans l'Orient compliqué) est pour ses adversaires le signal que le moment de l'offensive est venu.

C'est à la diplomatie de trouver le moyen pratique de concilier les avantages d'un État palestinien avec les innombrables risques qu'il présente, pour établir d'une paix solide.

**Jean HOOVEY**

# PALESTINE : LA NATION INTROUVABLE

Le sionisme est le projet politique qui s'est fixé pour objectif l'existence d'un État, en même temps qu'un refuge, pour les Juifs, sur la terre qui fut le berceau de leur civilisation. Les Palestiniens opposent au sionisme l'existence immémoriale d'une **nation palestinienne**, d'un droit treize fois centenaire sur une terre « arabe », qui emporterait toutes les autres légitimités. Existe-t-il vraiment une nation palestinienne ? Existe-t-il une population palestinienne identifiable sur la durée, dotée d'un minimum de profondeur historique, prête à former une communauté politique ? Pour de larges secteurs de l'opinion française, cela ne fait aucun doute. Depuis plus de trente ans, sur le Proche Orient, l'opinion n'a pas échappé à l'influence de discours biaisés par les réminiscences antisémites et par les options de la politique arabe. De nombreuses observations conduisent pourtant à tempérer singulièrement la théorie de l'existence et de la légitimité suprême d'une nation palestinienne.

## UNE NATION, C'EST D'ABORD UNE POPULATION

Il y a aujourd'hui plusieurs millions de Palestiniens, sans que l'on sache vraiment, l'occasion de l'UNRWA (\*) faisant le larron, combien sont de purs libanais, syriens, égyptiens... Cette masse démographique est d'autant plus surprenante que les visiteurs européens de la « Terre Sainte » au XIX<sup>e</sup> siècle étaient frappés par l'aspect désertique du territoire. Chateaubriand : « *Quand on voyage dans la Judée, d'abord un grand ennui saisit le cœur... passant de solitude en solitude, l'espace s'étend sans bornes devant vous...le désert paraît encore muet de terreur, et l'on dirait qu'il n'a osé rompre le silence depuis qu'il a entendu la voix de l'Éternel* ». (1) Lamartine raconte en 1835 : « *A l'extérieur des portes de Jérusalem, nous n'avons pas rencontré âme qui vive, nous n'avons entendu aucune voix humaine* » (2). Mark Twain écrit en 1867 : « *On ne peut trouver les mots pour décrire la désolation qui règne ici. Même l'imagination la plus fructueuse ne pourrait la peupler de vie et d'animation. Nous sommes parvenus à Tabor et nous n'avons rencontré aucune âme qui vive sur notre chemin* ». (3) L'un et l'autre confirment la vision de Chateaubriand.

Vers 1882, date de la première « alya » des Juifs d'Europe, l'estimation maximale de la population arabe est de 400 000 habitants : elle prend en compte l'intrusion récente des nomades de l'Est du Jourdain, du Néguev et du Sinaï, qui viennent d'occuper la zone littorale. L'effectif va bondir à plus de 700 000 personnes à l'époque du mandat britannique, vers 1920. L'excédent des naissances sur les décès ne peut pas expliquer une telle croissance dans cette phase antérieure à la « révolution démographique ».

graphique ». La mortalité n'est pas contenue, à l'époque, par la diffusion des normes d'hygiène et de vaccination. Les courants migratoires vont donc jouer un rôle déterminant dans l'augmentation de la population.

D'où viennent ces immigrants ? D'autres zones de l'empire Ottoman, et d'abord d'Égypte et de Syrie. Mais il y a aussi des musulmans du Caucase, des Balkans et même des Algériens, les compagnons d'Abd El Kader en exil. C'est dire qu'en définitive, compte tenu de l'effectif nomade, une part très significative de la population arabe de l'ancienne « Terre Sainte » n'a pas de racines plus anciennes que les Juifs des premières alya.

Ce n'est pas tout. On peut se demander pourquoi, ces musulmans trouvaient un soudain intérêt à venir s'installer dans ces contrées désolées et marécageuses. Le phénomène n'est pas original : les immigrants étaient attirés par les activités économiques que faisaient surgir les premières mises en valeur des arrivants Juifs. Dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, les arabes seront appelés et fixés par des opportunités d'emploi dans la construction, l'agriculture, le commerce et l'artisanat, résultat d'un développement autocentré de l'économie sioniste. Malcolm Mac Donald, un rédacteur du Livre Blanc britannique de 1939 a reconnu que « s'il n'y avait pas eu de présence juive, la population arabe n'aurait même pas atteint la moitié de ce qu'elle représente ».

Le statut des palestiniens est, aujourd'hui encore, dépendant de l'essor économique israélien. La seconde Intifada, en réduisant drastiquement les passages des arabes à l'intérieur de la « ligne verte », a provoqué une montée verticale du chômage. La « nation » palestinienne n'a toujours pas produit un développement économique autocentré.

Le peuple palestinien, brandi inlassablement par le discours nationaliste, est, on le voit, une création récente et un rejeton du retour des Juifs. On n'a pas affaire comme en Égypte ou en Syrie, à une population formée depuis des siècles, fondue en peuple et en nation par des traditions et une longue histoire commune.

## LA NATION, C'EST UNE HISTOIRE COMMUNE

Ce qui frappe l'observateur le moins averti, c'est que, depuis le temps de l'antique Yéouda juif, la « Terre Sainte » rebaptisée « Palestine » (4), est toujours sous domination étrangère. Les conquérants successifs sont les Romains, les Arabes, les Croisés, les Ottomans, les Britanniques. Sans comp-

(Suite page 7)

(Suite de la page 6)

ter un bref intermède Égyptien. Il n'y a jamais eu dans l'histoire une nation palestinienne constituée en État.

Durant la longue domination ottomane, le découpage administratif ne laisse présumer en rien l'existence d'une entité nationale. Le sandjak (\*\*\*) de Jérusalem est directement contrôlé par la Porte (le centre impérial), tandis que les circonscriptions de Naplouse et d'Acre sont finalement rattachées à Beyrouth (elayet de Saïda) et vivent un autre destin.

Les seules formes autochtones de pouvoir que l'on puisse détecter sont des formes primitives. Il y a l'opposition commune à tout le Moyen Orient entre les Qays et les Yaman, qui structure des coalitions familiales en guerre perpétuelle. Il y a des clans familiaux comme les Husseinis et les Khalidi à Jérusalem ; et il est remarquable de constater que si les premiers prétendent descendre du prophète (ils viendraient de La Mecque), les seconds se rattachent eux-mêmes à la Syrie. C'est à dire que les uns comme les autres ont leurs racines et leur identité à l'« étranger ».

Il est non moins frappant d'entendre des dirigeants palestiniens d'aujourd'hui (Leïla Shahid à Paris) déclarer qu'avant 1967, la Cisjordanie et Gaza n'étaient pas « occupées ». Or Gaza était entre les mains de l'Égypte et la Cisjordanie sous la souveraineté des Hussein de Jordanie. Les palestiniens n'ont jamais demandé à ces deux pays la restitution des territoires constitutifs de leur « nation », qui est furieusement revendiquée dans leur discours actuel. Ils auront été incapables, dans l'histoire contemporaine, de se définir comme entité propre, face à deux états arabes en principe distincts de la « nation » palestinienne. La revendication nationale palestinienne sur les territoires date de 1967, c'est à dire de l'arrivée des israéliens, au terme d'une guerre qu'avaient voulu l'Égypte, la Syrie et la Jordanie. Les dirigeants de l'OLP se transmutent alors, et seulement alors, en nationalistes intransigeants. Ils ne l'étaient auparavant que pour la terre qui se trouve en deçà de la ligne verte, c'est à dire pour le sol d'Israël qu'il s'agissait de « libérer ». C'est dire la fragilité de l'idée d'une nation palestinienne à géométrie aléatoire.

En 1948, la population palestinienne a massivement répondu à l'appel de ses dirigeants qui lui demandaient de rejoindre des pays arabes, pour revenir une fois le nettoyage des Juifs par les armées arabes achevé. Si cette population a obéi, c'est qu'elle avait plus conscience de quitter une région en guerre pour une autre région, que de quitter son pays. Pour cette population, l'ancrage territorial et l'identité « palestinienne » étaient bien peu de choses en regard de la conviction d'appartenir à un ensemble arabe plus vaste, a-national, piloté par l'Égypte et la Syrie. Il y a là le contraire d'un comportement dicté par un authentique sentiment

national.

Pour mobiliser la population arabe dans son combat contre Israël, l'Autorité Palestinienne d'Arafat joue massivement sur le réflexe religieux. Arafat déclarait sur la chaîne Al-Djezeera, le 29 Mars 2002, dans son style incomparable : « *Nous marchons sur Jérusalem, en martyrs par millions, nous marchons sur Jérusalem, en martyrs par millions, nous marchons sur Jérusalem, en martyrs par millions, nous marchons sur Jérusalem, en martyrs par millions* ». A côté du mythe de Jérusalem, comme troisième Lieu Saint de l'Islam, un autre mythe est obsessionnellement asséné, exclusivement en langue arabe, sur la prétendue intention des Juifs de détruire la mosquée Al Aqsa. C'est une accusation que les Arabes avaient déjà formulée en 1922 ! Elle aura un énorme pouvoir de fanatisation, dès l'automne 2000.

Dans ces deux cas, le national disparaît au bénéfice du religieux. Il n'y a plus de peuple palestinien, il n'y a plus de politique, il n'y a plus de nation, il y a la Oumma, il y a des arabes de l'époque du prophète, avec dans une main le Livre et dans l'autre une épée.

La nation palestinienne n'est pas la référence permanente du combat palestinien, comme l'est par exemple la nation kurde pour les Kurdes. Dans la minuscule fenêtre historique du XXème siècle, on voit la nation palestinienne balbutier, ne pas parvenir à se distinguer clairement d'un arabisme mâtiné de régression religieuse. En Terre Sainte, il y a peut-être une histoire arabe ou une histoire islamiste. Il n'y a pas d'histoire des palestiniens ou de la Palestine.

## LA NATION, C'EST UNE COMMUNAUTÉ POLITIQUE

On ne trouve pas au XIXème siècle d'expression politique des arabes palestiniens. Une succession de jacqueries urbaines traduit ça et là, les fureurs populaires du moment. Par exemple, une révolte contre les Égyptiens en 1834 (l'Égypte était entrée en Palestine en 1831), des émeutes à Naplouse contre les Chrétiens et les étrangers en 1856, (mais pas contre les Juifs, ni les Samaritains), la participation aux massacres de Chrétiens à Beyrouth et à Damas en 1860 (les sandjak palestiniens étaient rattachés, comme on l'a vu plus haut, à l'ensemble syrien). Par delà leur violence ou même leur sauvagerie, ce sont des formes d'expression pré politiques.

Paradoxalement, le mandat britannique fournit aux arabes de Palestine un tremplin inespéré pour passer de l'émeute à l'âge politique. En effet, pour gérer son empire avec un potentiel démographique limité, le Royaume Uni suscite l'émergence de pouvoirs locaux auxquels il délègue les charges d'administration. Les arabes palestiniens furent donc

## PALESTINE: LA NATION INTROUVABLE

invités à d'innombrables conférences politiques, et à des scrutins, qui pouvaient donner l'occasion, à une opinion nationale arabe et à une classe politique, de naître et de s'exprimer. Dans une certaine mesure, ce fut d'ailleurs ce qui se produisit.

Le problème est que cette représentation politique n'a jamais été à la hauteur du rôle historique qu'elle aurait dû se fixer : contribuer à l'émergence d'une nation palestinienne.

Pourtant les occasions ont été nombreuses. Winston Churchill donna à l'époque d'excellents conseils : « *Vous ne devez pas craindre de donner aux Juifs de l'espoir et de l'encouragement. Si leurs principes et leurs hommes ne sont pas droits, ils échoueront...Au lieu de partager les misères en se livrant aux querelles, les Palestiniens devraient partager les bénédictions, grâce à une sincère coopération* » (5)

Un an et plusieurs pogroms plus tard, une conciliation est tentée entre sionistes et palestiniens, toujours au Caire, à partir de Mars 1922. La conclusion de Rachid Rida pour la partie arabe, ne manque pas de hauteur. « *Nous sommes au courant de ses négociations [du docteur Weismann] avec SM Fayçal. Le chemin de l'accord et de la collaboration est aujourd'hui ouvert. Il y a quelques musulmans et chrétiens arabes qui prétendent que le règne Juif est condamné à ne plus revoir le jour. Nous croyons et nous désirons le contraire. Quant à moi, personnellement, j'ai laissé percer ce désir à travers mes commentaires du Coran* ». C'était le 4 Avril 1922. La conciliation échouera sur l'écueil des conflits d'intérêts franco-britanniques et la confrontation dure encore.

Ce qui va ensuite caractériser le comportement politique arabe et palestinien, c'est, comme le soulignent Edward Luttwak ou Bernard Lewis, de faire toujours le mauvais choix. Le premier « mauvais choix » fut de ne pas écouter le conseil de Churchill et de n'avoir pas donné sa chance à la coopération. Les autres « mauvais choix » suivront : le refus du plan de la commission Peel en 1937, l'alliance avec les nazis pendant la seconde guerre mondiale, le refus de la résolution de l'ONU de 1947, le refus des propositions Eshkol de 1967, l'alliance avec les soviétiques, le refus des dispositions de Camp David I en 1978, l'alliance avec Saddam Hussein en 1991, le refus des propositions de Camp David, de Taba et des paramètres Clinton en 2000, et enfin le lancement d'un affrontement armé avec Israël sous le label religieux d'« Intifada Al Aqsa », le 29 septembre 2000.

Les refus de 1947 et 1967 furent des refus arabes. A partir de 1978, ce sont les Palestiniens, conduits par Arafat, qui prennent eux-mêmes ces

décisions absurdes. Elles vont dégrader continuellement la position palestinienne et compromettre l'émergence de la « communauté politique » qu'Arafat est censé incarner. Une communauté politique ne prend consistance que lorsqu'elle obtient des résultats positifs pour le peuple et non si elle le dessert systématiquement. D'ailleurs, les Palestiniens ne se reconnaissent nullement dans l'Autorité Palestinienne aujourd'hui.

S'agit-il vraiment d'erreurs ? De nombreux éléments permettent d'en douter.

Ce qu'il faut prendre en compte pour comprendre l'intérêt des décisions bellicistes des « arafatistes » palestiniens depuis si longtemps, c'est que la poursuite d'un conflit ininterrompu avec les israéliens fait office d'assurance vie pour une multitude de régimes arabo-musulmans, sanguinaires et dictatoriaux. Citons la Syrie, l'Irak, l'Iran, l'Arabie Saoudite et d'une certaine façon l'Égypte. Corrompus, inégalitaires, violents, incapables d'apporter des réponses aux problèmes du développement, de la santé, du niveau de vie, tous ces États ont intérêt, à des degrés divers, à ce qu'un abcès de fixation détourne le désespoir et la fureur des masses sur une chimère, en l'occurrence l'existence d'un État des Juifs sur une terre fictivement arabe.

De ce point de vue les palestiniens sont instrumentalisés par l'environnement arabe. Le traitement des réfugiés par le Liban et la Syrie (ils sont soumis à des lois discriminatoires qui sont un véritable régime d'apartheid, parqués dans des camps dont ils ne peuvent s'extraire), la fanatisation et le sacrifice des enfants, le refus des solutions qui pourraient entrouvrir une voie vers le progrès, sont autant de preuves que la nation palestinienne n'est pas constituée en communauté politique, qu'elle n'existe pas encore car elle n'a pas de représentation apte à servir ses intérêts.

Une nation instrumentalisée n'est pas une nation. Pour exister, la nation palestinienne devrait être à même d'imposer ses solutions à ses pires ennemis, les régimes arabes qui l'environnent, et donner la priorité à son peuple. Elle devrait donc être capable de se débarrasser des dirigeants qui ont compromis sa cause et son avenir.

### Notes

(\*) - Organisme des nations Unies pour l'assistance aux réfugiés qui verse des secours et des pensions aux réfugiés

(\*\*) - Division administrative dans l'Empire Ottoman

(1) - Chateaubriand « Itinéraire de Paris à Jérusalem » 1811

(2) - Alphonse de Lamartine « Souvenirs d'Orient ».

(3) - Mark Twain « Les promeneurs incrédules ».

(4) - Ce terme est d'ailleurs de facture moderne : inventé par l'empereur Hadrien pour effacer tout souvenir des royaumes Juifs, il réapparaît dans la seconde moitié du XIX e siècle pour désigner le sandjak de Jérusalem.

(5) - Conférence du Caire de Mars 1921



# LE MONDE ARABE, AU BORD DE L'ABÎME

**Une des difficultés majeures, pour arriver à une solution rationnelle du conflit israélo-arabe, tient à l'état déplorable du monde Arabe. Comment faire entendre raison à des dictatures aux abois, rongées par la corruption, qui ont pour unique souci de conserver le pouvoir coûte que coûte ? Désigner le Juif étranger à la vindicte d'une populace abrutie de misère et de fanatisme, est la formule qu'elles emploient toutes pour gagner du temps. Renoncer à accuser Israël, et c'est la condamnation, à brève échéance. Mais c'est aussi la seule voie pour quitter la spirale dépressive. La génération nouvelle qui accède aux responsabilités serait avisée de s'en pénétrer.**

Le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) a publié l'an dernier un premier rapport sur le développement humain arabe. Le rapport, confié à des experts arabes qui ont tenu à ce qu'il soit rendu public, dresse un tableau consternant de l'état du monde arabe (les 22 pays adhérents à la Ligue Arabe).

Au cours des 20 dernières années, le taux d'accroissement du revenu par tête y est le plus bas du monde à l'exception de l'Afrique subsaharienne. La productivité du travail est faible et en baisse continue entraîne une baisse des salaires réels : ainsi, alors que le produit par tête était supérieur à celui des Tigres asiatiques en 1960, il est aujourd'hui égal à la moitié de celui de la Corée du Sud. Les auteurs concluent que les pays arabes ne se sont pas développés, ni quantitativement, ni qualitativement, aussi rapidement ou harmonieusement que d'autres pays de régions comparables. Le produit intérieur brut cumulé des 22 pays arabes est inférieur à celui de l'Espagne.

**Dans le monde Arabe, 51 % des adolescents les plus âgés et 45 % des plus jeunes ont exprimé leur désir d'émigrer.**

par an, soit un cinquième des livres traduits par la Grèce (11 millions d'habitants). D'autres chiffres effrayants manifestent le désarroi de la jeunesse et sa perception de l'avenir : 51 % des adolescents les plus âgés et 45 % des plus jeunes ont exprimé leur désir d'émigrer. D'ailleurs, un million d'arabes les plus qualifiés travaillent à l'étranger.

Pour tenter de cerner les raisons de cette déroute collective, les auteurs mettent en évidence trois points sensibles :

- ♦ le degré de liberté : les pays arabes enregistrent dans ce domaine le plus faible score parmi sept grandes régions du monde ;
- ♦ l'implication des femmes dans la vie économique et politique est la plus faible du monde. Une femme arabe sur deux ne sait ni lire ni

écrire. Là où il y a des assemblées nationales élues, parfois, les femmes n'ont pas le droit de vote, ni celui d'être élues ;

- ♦ les dépenses scientifiques dans le PIB sont inférieures à 0,5%, l'investissement en recherche développement est égal à 14% de la moyenne mondiale. L'accès aux technologies Internet et télécommunication est le plus bas du monde.

Bernard Lewis a étudié ce phénomène du déclin arabe dans plusieurs ouvrages. Dans « Que s'est-il passé » publié en 2001, avant le 11 septembre, il note qu'au XXème siècle, le monde musulman prend pleinement conscience que les choses ont mal tourné. L'explication que ce monde se donne à lui-même est pleine d'enseignement :

- ♦ C'est la faute aux Mongols qui ont détruit Bagdad au XIIIème siècle ;
- ♦ C'est la faute aux Turcs qui ont dominé les Arabes ;
- ♦ C'est la faute à l'impérialisme occidental ;
- ♦ C'est la faute aux États-unis ;
- ♦ C'est la faute aux Juifs.

Il est remarquable que c'est sur ce point, la faute des Juifs, que vont se focaliser les experts arabes, auteurs du courageux rapport du PNUD. Ils retiennent le rôle des conflits internes et territoriaux comme obstacles au progrès et ils poursuivent : « *Le plus préoccupant de ces conflits est l'occupation illégale de terres arabes par Israël qui nie aux Palestiniens les droits les plus essentiels* ». Dans leur synthèse il est consigné : « *Le Rapport note que le conflit israélo-arabe est un facteur qui contribue au déficit de démocratie de la région, parce qu'il est une des cause des échecs du développement en même temps qu'il sert d'alibi* ». ».

On peut avoir du mal à comprendre comment l'« occupation de terres arabes » par Israël (0,14% des terres arabes soit 20 770 km<sup>2</sup> à comparer avec les 13,5 millions de km<sup>2</sup> arabes) produit des effets aussi astronomiques, comment le ressentiment de 4 millions de Palestiniens fige l'effort des 276 millions de non palestiniens (1,4%), comment le conflit israélo-arabe engendre un déficit de démocratie, alors que le minuscule Israël, point focal et cible de tous ces conflits, connaît une démocratie rayonnante.

Visiblement les auteurs du rapport Onusien n'ont pas pris la mesure des maux du monde arabe. Bernard Lewis leur tend une main secourable qu'ils feraient bien de saisir. Il leur suggère d'aller plutôt voir du côté de la liberté.

La liberté de l'esprit à affranchir des dogmes, la liberté de l'économie à affranchir de la corruption, la liberté des femmes à affranchir du joug masculin et la liberté des citoyens à affranchir de la tyrannie.

Vaste programme ?

## OÙ VONT LES ARABES ISRAÉLIENS ?

**Les représentants palestiniens (comment savoir l'opinion véritable du peuple !) demandent sans relâche, le démantèlement des implantations juives en Judée Samarie. Cela touche environ 220 000 personnes. Ce faisant, ils mettent à l'ordre du jour le problème des transferts de population découlant d'un éventuel règlement politique. Alors parlons-en !**

Abou Mazen, secrétaire du comité exécutif de l'OLP et le numéro 2 de l'Autorité Palestinienne, est ce que l'on appelle un « modéré ». Face à Arafat, il a pris des positions fermes pour un arrêt de l'Intifada armée. Cependant, il a fait récemment un drôle de discours (1) aux chefs des « Conseils Populaires » de Gaza au cours duquel il a fait passer un message aux Arabes israéliens.

Schématiquement, Abou Mazen leur demande trois choses ;

- ♦ abandonner l'action violente qui compromet leur capacité d'action politique en Israël;

- ♦ essayer de devenir les arbitres du jeu politique israélien, pour faire aboutir les mesures désirées par l'autorité palestinienne ;
- ♦ appuyer le « mouvement de la paix » israélien.

Il s'agit là d'une intrusion de taille dans la vie politique israélienne. Voici que l'on demande ouvertement à des citoyens d'Israël de devenir une espèce de cinquième colonne politique. *« N'oubliez pas que vous avez la citoyenneté israélienne, et c'est là votre force ... votez la 'non-confiance' dans les gouvernements israéliens ....les Arabes avaient de 5 à 6 mandats ... ils auraient pu obtenir de 15 à 18 mandats et empêcher la mise en place d'un gouvernement dont nous ne voulons pas».*

Abou Mazen pose ainsi, sans peut-être s'en rendre vraiment compte, le problème de la place des Arabes titulaires de la citoyenneté israélienne, en Israël.

Ariel Sharon l'avait aussi évoquée, il y a quelque mois, en se demandant tout haut s'il est bien normal qu'ils ne soient pas soumis aux obligations militaires.

Plus généralement, les Arabes israéliens devraient être amenés à choisir : soit ils embrassent totalement leur nationalité et ils acceptent les institutions, les valeurs, le système des droits et des obligations des citoyens de la patrie israélienne, soit ils regagnent leur communauté de cœur.

Israël ne saurait vivre, dans la durée, avec, en son sein, une grosse minorité de sa population, en croissance rapide, qui aurait pour fonction essentielle de servir les intérêts d'un environnement étranger et hostile. Abou Mazen devrait en être convaincu, le *vulgam pecus* aussi.

### Note

(1) *Al-Hayat* (Londres), le 26 novembre 2002

J. H.

## LE MOT «COMPROMIS» N'EXISTE PAS EN ARABE

**L'auteur de cet article, Tarek Heggy, penseur égyptien renommé pour ses vues libérales et sa recherche de solutions pacifiques au conflit israélo-palestinien, est l'auteur d'une dizaine d'ouvrages, partiellement traduits en anglais. Il donne ici des clés précieuses pour comprendre le fossé culturel qui coûte tant au monde Arabe, en l'empêchant de rechercher des solutions contractuelles aux divergences d'intérêt.**

***J'ai découvert qu'il n'existait pas en arabe d'équivalent au terme « compromis », ni en arabe classique, ni en arabe familier***

Il y a quelques années, j'ai découvert qu'il n'existait pas en arabe d'équivalent au terme « compromis », ni en arabe classique, ni en arabe familier, de sorte qu'on le traduit par un mot composé, qui signifie littéralement : « solution intermédiaire ». J'ai passé en revue tous les dictionnaires, anciens et modernes, tous les lexiques que j'ai pu trouver, cherchant vainement un mot arabe correspondant à ce terme courant qui existe, avec

une orthographe ressemblante, dans toutes les langues européennes, qu'elles soient d'origine germanique, hellénique ou slave. Il en est de même d'une série d'autres termes, dont « intégrité », largement utilisé dans le discours européen et nord-américain ces dernières décennies et qui n'a aucun équivalent en arabe. Etant donné qu'une langue n'est pas uniquement un instrument de communication mais aussi le réceptacle de l'héritage culturel d'une société, reflétant la façon de penser et d'appréhender le monde de celle-ci, ainsi que les tendances culturelles qui l'ont forgée, je me suis dit que nous étions là en présence d'un phénomène prêtant à conséquence d'un point de vue culturel, et donc politique, économique et social.

Pendant une vingtaine d'années, j'ai travaillé en proche collaboration avec des personnes de près de cinquante nationalités différentes, dans une multinationale qui demeure, avec une longue his-

(Suite page 11)

toire la ramenant au 19<sup>ème</sup> siècle, l'une des cinq plus grandes au monde. Ce que j'ai remarqué au fil des ans est que les personnes issues d'un milieu européen occidental emploient le terme « compromis » plus souvent que les personnes de culture

**Ceux qui ont une structure mentale arabe emploient le terme « compromis » moins souvent que leurs homologues latins, de même les « Latins » y ont moins souvent recours que les esprits anglo-saxons**

orientale. Vu que je m'intéresse de près aux différentes cultures, surtout quand il s'agit de comparer l'esprit arabe à l'esprit latin et anglo-saxon, je n'ai pu m'empêcher de relever que tout comme ceux qui ont une structure mentale arabe emploient le terme « compromis » moins souvent que leurs homologues latins, de même les « Latins » y ont moins souvent recours que les esprits anglo-saxons. L'explication est simple : si une façon de penser se fonde sur une série de principes philosophiques et religieux, il est normal que les personnes de culture arabe aient moins tendance à utiliser ce terme que celles dont l'esprit a été conditionné par un contexte latin, au contenu philosophique certes vaste, mais à la dimension religieuse moins importante que dans une structure mentale arabe. Il est également normal que les sociétés latines utilisent le terme « compromis » moins souvent que les sociétés de formation anglo-saxonne. La façon de penser anglo-saxonne, qui en est venue à dominer le monde d'une façon sans précédent dans l'histoire de l'humanité, se fonde sur une série de régulations globalement différentes.

L'une des personnalités marquantes du courant réformiste du 19<sup>ème</sup> siècle, le philosophe anglais Jeremy Bentham (1748-1832), considérait que tous les systèmes, lois, institutions et idées devaient se fonder sur le principe de l'utilité (« utilitarism »). Les Etats-Unis ont, quant à eux, engendré deux philosophes de renom, William James (1842-1910) et John Dewey (1859-1952), dont l'œuvre reflète les idées de Bentham (avec quelques modifications dues au changement d'époque et à l'influence d'événements intervenus depuis) tout en se réclamant du pragmatisme. La notion de pragmatisme a débordé du monde anglo-saxon pour s'étendre à des sociétés aux traditions culturelles différentes. En Asie, par exemple, des Chinois, des Japonais et des Indiens ont réussi, tout en protégeant jalousement leur spécificité culturelle, à assimiler la signification du terme anglais « compromis » avant [même] de savoir l'épeler, tâchant dans toutes leurs affaires de trouver des solutions basées sur le compromis. Les pays latins eux-mêmes ont adopté cette notion avant de l'intégrer à leur lexique politique, comme peut le constater toute personne qui suit le discours politique des pays latins. Il est courant, aujourd'hui, d'assister sur des chaînes satellite françaises au discours en anglais de grands économistes - ce qui aurait été impensable il y a seulement trente

ans – et de les entendre présenter des idées fondées sur la notion de compromis.

Dans notre région du monde, un grand nombre de personnes, même instruites, associent le mot « compromis » à d'autres termes négatifs comme « soumission », « retraite », « capitulation », « faiblesse » et « défaite ». Ces connotations n'existent pas dans la bouche d'un occidental qui parle de « compromis », car quelle que soit sa formation, qu'il ait étudié les sciences exactes, les sciences humaines ou les arts libéraux, il sait bien que toutes les idées ne sont par essence que des compromis. Encore enfant, il apprend que la plupart des phénomènes naturels sont aussi des compromis. En outre, la culture des nations marchandes (dont la Grande-Bretagne est sans doute l'exemple le plus remarquable de l'histoire de l'humanité) a étendu la notion de compromis à tous les sphères : intellectuelle, politique, économique, culturelle et sociale, ainsi que dans les affaires humaines. Ainsi, alors que nos dictons populaires donnent une mauvaise image de la notion de compromis, des centaines de dictons populaires en Grande-Bretagne font exactement le contraire.

**Notre histoire récente est faite en grande partie de pertes qui auraient pu être évitées si nous n'avions continuellement rejeté la notion de compromis comme apparentée à celle de soumission, ...**

Bien que les Ecritures musulmanes soient tout à fait compatibles avec une culture de compromis, l'histoire musulmane (et surtout son chapitre arabe) s'est déroulée dans un esprit contraire à cette

notion. Notre histoire récente est faite en grande partie de pertes qui auraient pu être évitées si nous n'avions continuellement rejeté la notion de compromis comme apparentée à celle de soumission, retraite, rémission, capitulation et même, à en croire certains de nos orateurs les plus enflammés, à la notion d'asservissement à la volonté d'autrui.

Cette mentalité du « tout ou rien » est auto-destructrice. Tout débat ou conflit est, par définition et à des niveaux de pouvoir variables, une lutte entre des personnes ou des nations aux opinions divergentes. Il s'ensuit qu'il est impossible de réconcilier ces différences sans compromis, parce que cela entraînerait l'assujettissement de la volonté, des intérêts et de la puissance de l'une des parties à l'autre partie. Une telle approche de la résolution des conflits est condamnée à l'échec en ce qu'elle est contraire aux lois scientifiques, naturelles, aux lois de la vie elle-même. Certains grands intellectuels égyptiens, comme le Dr Milad Hanna, qui n'a cessé d'expliquer sa théorie sur la nécessité d'accepter l'autre, et le Dr Murad Wahba, qui s'étend dans son œuvre sur le fait que nul ne peut prétendre à la vérité absolue, contribuent grandement et noblement à insuffler les règles de la

(Suite page 13)

# LA CONQUÊTE DE ROME PAR L'ISLAM

CERTAINS DIGNITAIRES MUSULMANS ONT PRÉDIT LA CONQUÊTE DE ROME PAR L'ISLAM, CONFORMÉMENT À LA PROPHÉTIE DE MAHOMET, CONQUÊTE QUI REPRÉSENTE LE THÈME DE NOMBREUX SERMONS DU VENDREDI. LE CHEIK YOUSSEF AL-QARADHAWI, L'UNE DES AUTORITÉS RELIGIEUSES LES PLUS INFLUENTES DE L'ISLAM SUNNITE, L'ÉVOQUE FRÉQUEMMENT DANS SON ÉMISSION TÉLÉVISÉE ET EN TIENT COMPTE DANS L'ÉLABORATION DE SES DÉCRETS RELIGIEUX. VOICI CERTAINS DES PROPOS TENUS PAR AL-QARADHAWI ET D'AUTRES IMAMS:

## AL-QARADHAWI: L'ISLAM RETOURNERA EN EUROPE EN CONQUÉRANT

Dans une fatwa affichée sur le site [www.islamonline.net](http://www.islamonline.net), [1] le cheik **Al-Qaradhawi** répond à la question d'un lecteur en se référant aux "signes de la gloire de l'islam", mentionnés dans un hadith [enseignement oral] souvent cité: "...On posa au prophète Mahomet la question suivante: 'Quelle ville sera conquise en premier, Constantinople ou Romiyya?' Il répondit: 'La ville d'Héraclès sera conquise en premier', c'est-à-dire Constantinople... Romiyya est la ville aujourd'hui appelée 'Rome', capitale italienne. La ville d'Héraclès [qui devint ensuite Constantinople] fut conquise en 1453 par Mohammed Ben Morad, jeune Ottoman de 23 ans connu sous le nom de Mohammed le Conquérant. L'autre ville, Romiyya, reste [à conquérir], et nous espérons et croyons [qu'elle sera conquise].

Cela signifie que l'islam retournera en Europe en conquérant et en vainqueur, après en avoir été expulsé deux fois: une fois d'Andalousie, au sud, l'autre fois à l'Est, après qu'il eut frappé à plusieurs reprises aux portes d'Athènes. "

Le cheik **Al-Qaradhawi** nuance alors son propos: " Je soutiens que cette fois la conquête ne se fera pas par l'épée mais par la prédication et l'idéologie... " [2]

**Al-Qaradhawi** a tenu un discours similaire en d'autres circonstances, notamment dans son émission religieuse hebdomadaire, diffusée sur Al-Jazira, où il a déclaré: " Les amis du Prophète ont entendu [de sa bouche] que deux villes seraient conquises par l'islam, Romiyya et Constantinople, le Prophète ayant précisé qu'Héraclès [qui deviendra plus tard Constantinople] serait conquise en premier. Romiyya est Rome, capitale italienne, tandis que Constantinople était la capitale de l'Etat de la Rome byzantine, aujourd'hui Istanbul. Il a décrété qu'Héraclès serait conquise en premier, et c'est ce qui est arrivé...

Constantinople a été conquise, mais la deuxième partie de la prophétie, c'est-à-dire la conquête de Rome, reste à réaliser. Cela signifie que l'islam retournera en Europe. L'islam est entré deux fois en

Europe, et deux fois l'a quittée... Peut-être que la prochaine conquête, avec la volonté d'Allah, se fera par la prédication et l'idéologie. Toute terre n'est pas obligatoirement conquise par l'épée... [La conquête de la Mecque] ne s'est pas faite par l'épée ou la guerre, mais par un traité [de Houdaybia] et par des moyens pacifiques... Peut-être allons-nous conquérir ces terres sans armées. Nous voulons qu'une armée de prédicateurs et d'enseignants présentent l'islam dans toutes les langues et tous les dialectes... " [3]

En une autre occasion, le cheik **Al-Qaradhawi** insiste: " Le hadith dit que la ville de Constantinople, ville d'Héraclès, sera conquise d'abord. Nous avons conquis Constantinople, mais la deuxième partie de la prophétie reste à accomplir - la conquête de Romiyya. Celle-ci implique le retour de l'islam en Europe. Dans l'une de mes précédentes émissions, j'ai dit qu'à mon avis cette conquête ne se ferait pas au moyen de l'épée ou des armées, mais par les sermons et l'idéologie. L'Europe [finira par] se rendre compte qu'elle souffre de sa culture matérialiste et se cherchera une solution de remplacement, une échappatoire, un canot de sauvetage ; elle ne trouvera rien qui puisse la sauver, si ce n'est le message de l'islam, le message du muezzin qui lui transmettra la religion sans renier le monde, la conduira aux cieus sans la déraciner de la terre. Avec la volonté d'Allah, l'islam retournera en Europe, et les Européens se convertiront à l'islam. Ils seront ensuite à même de propager l'islam dans le monde, mieux que nous, les anciens musulmans. Tout cela est possible pour Allah. " [4]

## UN CHEIK SAOUDIEN: "NOUS CONTRÔLERONS LE PAYS DU VATICAN"

Le cheik saoudien **Mohammed Ben Abd El-Rahman Al-Arifi**, imam à la mosquée de l'Académie de la Défense du roi Fahd [5], a débattu de ce hadith dans un article affiché sur le site *Kalamat.org*. Sous le titre: " Ne soyez pas tristes, Allah est avec nous ", l'article dit: " ...Nous contrôlerons la terre du Vatican ; nous contrôlerons Rome et y introduirons l'islam. Si bien que les chrétiens, qui ont gravé des croix sur les torses des musulmans au Kosovo, en Bosnie et dans divers endroits du monde avant cela - devront nous payer la djiziya [taxe payée par les non-musulmans sous règne musulman] dans l'humiliation, ou se convertiront à l'islam... " [6]

Dans un sermon prononcé à la mosquée Al-Nour de Khobar, le cheik **Nasser Mohammed Al-Nasser** a cité le sage Al-Albani: " La première conquête a été réalisée, comme chacun sait, sous Mohammed le conquérant ottoman, 800 ans après

la prophétie du Prophète, et la deuxième conquête [celle de Rome] sera elle aussi réalisée, avec la volonté d'Allah, cela étant inéluctable... " [7]

Dans un autre de ses sermons, le cheik Al-Nasser précise: " Ce hadith prédit la conquête des deux villes. La première a déjà été conquise et est restée sous contrôle musulman pendant quelque temps, avant d'être usurpée [par Atatürk]. Certains signes indiquent qu'elle sera à nouveau conquise et régie par l'islam. Rome sera également conquise... " [8]

## UN CHEIK SOUDANAIS: ROME SERA CONQUISE

Dans un sermon prononcé à la mosquée de Khartoum, au Soudan, **le cheik Mohammed Abd El-Karim** a déclaré: " ... Le Prophète a prédit que les musulmans s'empareraient de l'Inde: 'Allah a sauvé deux groupes parmi ma nation des flammes de l'Enfer: le groupe qui attaquerait l'Inde et le groupe qui se tiendrait auprès de Jésus, le fils de Marie [au cours de la bataille du Jour du Jugement].' Le prophète Mahomet nous a parlé de la conquête de Constantinople, la capitale de l'Etat byzantin, et de celle de Rome, où se trouve le Vatican... Certaines

paroles du Prophète se sont déjà réalisées. Les musulmans ont conquis la Perse et Byzance... Les musulmans ont attaqué l'Inde qu'Allah a conquise pour nous, jusqu'à la frontière chinoise. Les musulmans ont conquis Constantinople, où se situe la chrétienté orientale, et à l'avenir, un roi puissant s'élèvera chez les musulmans, sous qui l'islam se répandra et sous qui Rome sera conquise... " [9]

[1] Décembre 2, 2002.

[2] <http://www.islamonline.net/fatwa/arabic/FatwaDisplay.asp?hFatwaID=2042>

[3] Al-Jazira (Qatar), le 24 janvier 1999. <http://www.aljazeera.net/programs/shareea/articles/2001/7/7-6-2.htm>.

[4] Al-Jazira (Qatar), le 30 novembre 2000. <http://www.aljazeera.net/programs/shareea/articles/2000/11/11-30-3.htm>

[5] D'après <http://www.ghran.com/mandobiah/tazkiat7.htm>

[6] <http://www.kalemat.org/sections.php?so=va&aid=93>

[7] <http://www.alminbar.net/alkhutab/khutbaa.asp?mediaURL=2772> ; le cheik Al-Nasser a fait des déclarations similaires dans un sermon daté du mois d'avril 1992: <http://www.alminbar.net/alkhutab/khutbaa.asp?mediaURL=2818>

[8] <http://www.alminbar.net/alkhutab/khutbaa.asp?mediaURL=2431>

[9] <http://www.alminbar.net/alkhutab/khutbaa.asp?mediaURL=3116>

## MEMRI

THE MIDDLE EAST MEDIA RESEARCH INSTITUTE

[www.memri.org](http://www.memri.org)

(Suite de la page 11)

## LE MOT « COMPROMIS » N'EXISTE PAS EN ARABE

culture du compromis à notre société. (...)

Je pense que la propagation d'une culture religieuse basée sur la stricte orthodoxie ou l'interprétation littérale des Ecritures est l'une des raisons de l'échec de l'intégration du concept de compromis par notre culture. Si nous devions nous entretenir avec Ibn Rushd ou à Al-Gaheth (figure littéraire mutazilite marquante), il nous serait facile de leur expliquer, et à eux de comprendre, que toute pensée, toute transaction doit se caractériser par un esprit de compromis,

***Créer une charte susceptible d'insuffler la logique du compromis aux esprits des jeunes Egyptiens, à travers leur programme scolaire, et en présentant le compromis comme le plus solide produit issu de la nature, la vie, ...***

avec tout ce que cela implique. Il ne serait pas aussi simple de convaincre les partisans de l'orthodoxie, des fondamentalistes comme Ahmed Ben Hambal, Ibn Taymeya, Ibn Qiyam Al-Juzeya, Mohamed Ben Abdel Wahab ou leurs nombreux homologues contemporains, qui prêchent l'adhérence à la lettre plutôt qu'à l'esprit de la religion et ferment ainsi la porte au nez de la rationalité.

Tenter d'expliquer la notion de compromis aux membres de cette école serait aussi vain que l'a été la défense vigoureuse de la primauté de la raison par Ibn Rushd il y a huit siècles. Ce serait encore plus inutile vu qu'Ibn Rushd, s'il a été vaincu par les fondamentalistes de la civilisation arabo-islamique,

a [au moins] vu ses idées influencer la culture chrétienne. Il ne fait aucun doute que les idées de ce grand philosophe musulman ont eu un impact supérieur à celles de saint Thomas d'Aquin au 13ème siècle, grâce à ses nombreux disciples de l'université de Paris et aux « Averroïstes latins ». Peut-être l'histoire reconnaîtra-t-elle un jour qu'un musulman arabe se trouvait derrière la victoire de la raison sur le dogme à une époque où la culture dominante en Europe était défavorable à l'esprit d'initiative intellectuelle et à la liberté de pensée. Si la bataille pour les cœurs et les esprits en Europe avait été remportée par le camp adverse, l'Europe serait aujourd'hui aussi développée et éclairée que l'Afrique.

Une bataille du même type se joue actuellement dans notre pays, bataille dont l'issue est incertaine. Si nous voulons que la raison l'emporte sur la pensée obscurantiste, nous devons intervenir immédiatement. Pour commencer, il faudrait que se rassemblent des intellectuels dont la formation soit une synthèse de culture arabe, musulmane et autre, dans le but de créer une charte susceptible d'insuffler la logique du compromis aux esprits des jeunes Egyptiens, à travers leur programme scolaire, et en présentant le compromis comme le plus solide produit issu de la nature, la vie, la marche de la civilisation et des cultures. Parallèlement, refuser à tout prix de tenir compte des mérites de l'opinion d'autrui et exiger qu'il accède à toutes ses demandes est contraire à la logique des sciences, de la nature, de l'humanité, de la culture et de la civilisation. (...)

**Tarek Heggy**

**Al-Ahram le 29 septembre 2002**

**D'après MEMRI**

THE MIDDLE EAST MEDIA RESEARCH INSTITUTE

## LES COMMENTAIRES DE NOS LECTEURS

**« Paix et Vérité ». Pour la Vérité, soit, mais la Paix, quand en parlerez vous ?**

Nous tenons beaucoup à ne pas être confondus avec les pacifistes qui prennent leurs désirs pour des réalités et mènent tout le monde à la catastrophe quand ils ne sont pas de mèche avec les fauteurs de guerre. La paix est un thème apaisant, mais il ne faut pas qu'il soit trompeur. La paix suppose d'être fort et d'en faire la démonstration. Le retrait unilatéral du Liban, décidé par Ehud Barak, a été pris pour un aveu de faiblesse et il explique une part du sang répandu depuis septembre 2000. Le présent numéro de la « Lettre » est centré sur le thème de la paix, dont il explore les conditions rigoureuses.

**Les articles de la « Lettre » sont longs et trop difficiles. Nous avons davantage besoin d'informations brèves que n'importe qui puisse comprendre**

La « Lettre » s'est donné pour tâche de contribuer à la lutte des idées que nous imposent nos prolifiques adversaires. La désinformation prend la forme d'affirmations péremptives (Israël est un pays colonialiste, les Palestiniens luttent pour des droits nationaux élémentaires, la violence c'est à cause de l'occupation) qu'il est difficile de réfuter en quelques phrases. La cible n'est pas le public déjà convaincu (bien qu'il lui faille aussi des argumentaires solides), c'est le public hésitant ou hostile qui peut éventuellement entendre autre chose que la propagande officielle. La « Lettre » a d'ailleurs choisi, plutôt que se cantonner à une défense interminable, sur le terrain que choisit la propagande adverse, de traiter des sujets qui jettent une lumière différente sur l'a

priori d'un combat palestinien idyllique. L'antisémitisme forcené dans le monde arabe, sa longue collusion avec le nazisme, l'utilisation du peuple comme chair à canon par des dirigeants corrompus, voilà des thèmes qui devraient provoquer une prise de distance avec l'intoxication ambiante et un retour à la lucidité. Ce n'est pas un travail d'information sur l'actualité, et cela nécessite peut-être plus d'efforts pour le lecteur.

**Avec l'Islam, on perd son temps à argumenter!**

Il faut vraiment bien distinguer l'Islam, la religion des musulmans, des forces politiques qui l'utilisent dans des entreprises criminelles ou totalitaires. Comme religion, l'Islam est à la foi une composante décisive de l'identité des musulmans et le cadre de leur spiritualité. C'est un tout, un message unique, affranchi de sa formation historique, qui mérite le respect que chacun doit en règle générale à l'identité et à la spiritualité de l'Autre. L'Islamisme est tout autre chose que l'Islam. Il rompt l'unité du message, le décompose et en extrait ce qui peut le servir à un moment donné. Il prend alors un tour vindicatif et sectaire, jusqu'à l'appel au meurtre. On pourrait procéder de la sorte avec toutes les religions, en extraire des morceaux et les retourner contre elles-mêmes. Avec celui dont l'identité et la spiritualité sont musulmanes, il est tout à fait possible de discuter et nous le faisons. N'oubliez pas non plus les rapports fascistes que les islamistes ont établi avec les musulmans, qui ont souvent peur de parler, tout simplement.

**Merci pour votre lettre. Elle me donne des arguments**

Elle est faite pour cela. N'hésitez pas à nous écrire pour nous demander de développer tel ou tel sujet.

## Des réalisations technologiques et scientifiques récentes d'Israël

### CRÉATION DE REINS HUMAIN DANS DES SOURIS 30/12/2002

Une greffe de tissus pourrait offrir une solution à la pénurie de donneurs de reins.

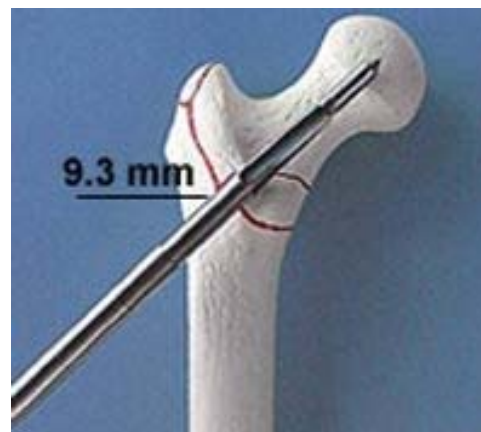
Une étude récente suggère qu'au lieu de chercher des donneurs, on pourrait développer de nouveaux reins. Un groupe dirigé par le professeur Yair Reisner de l'institut Weizmann est parvenu à amener un tissu de cellule souche humaine à se développer en reins fonctionnels, et ont fait de même avec un tissu de cellule souche porcine. Cette méthode, publiée dans la revue Nature medicine, pourrait conduire à une solution à la grave pénurie de donneurs de reins. Les résultats suggèrent qu'un tissu foetal humain ou porcine pourrait adopter la forme et la fonction d'un rein sain, après transplantation chez l'homme aussi. Le tissu porcine, contrairement aux autres organes porcins, ne devrait pas provoquer de rejet suraigu (comme c'est le cas dans les xénogreffes) ainsi que l'ont montré des transplantations récentes d'amas de cellules productrices d'insuline prélevés sur du tissu foetal porcine, qui n'ont pas déclenché de tels rejets. Les cher-

cheurs espèrent que les cellules souches porcines pourront ainsi former une source toujours disponible pour les personnes ayant besoin d'un rein.

### SELON UNE ÉTUDE ISRAËLIENNE, LES RISQUES D'ACCIDENT CARDIAQUE SONT MOINS FRÉQUENTS CHEZ LES BUVEURS DE BIÈRE 01/06/2003

Des chercheurs israéliens ont montré qu'un verre de bière par jour peut réduire les risques cardiaques. Cela confirme les effets bénéfiques d'une consommation modérée d'alcool. Celle-ci modifierait la structure du fibrinogène, rendant moins active cette protéine du système de coagulation sanguine. Les transformations seraient induites par le polyphénol de la bière. Le fibrinogène pourrait ainsi devenir un instrument de diagnostic au même titre que le cholestérol.

### COL DU FÉMUR: UNE TECHNIQUE ISRAËLIENNE POURRAIT ACCROÎTRE LES CHANCES DE RÉCUPÉRATION FONCTIONNELLE 13/01/03



Le procédé (PC.CP) a été développé par le Dr Yechiel Gotfield du B'nai Zion Medical Center à Haïfa. Ce procédé est moins invasif que les techniques antérieures. Il permet au chirurgien de travailler autour des muscles et des tendons, sans les sectionner. La récupération des patients est alors plus rapide et plus complète. Les complications sont significativement réduites. Les patients sont en mesure de soulever une charge, quelques jours seulement après l'intervention.

## HOMMAGE À ILAN RAMON, UN HÉROS NATIONAL



**Dessin pour Ilan**

Ilan RAMON, brillant pilote de chasse, fut le plus jeune à avoir participé, aux commandes de son F16, à la

destruction

du réacteur nucléaire Irakien d'OSIRAK, le 17 JUIN 1981.

Il avait alors affirmé au Général de réserve Amos YADLIN, vouloir «empêcher un nouveau génocide, en acceptant jusqu'à son propre sacrifice».

Symbole à la fois du passé et de l'avenir, Ilan RAMON, était issu d'une famille de rescapés de la SHOAH.

Ilan RAMON, dont la mère et la grand-mère ont survécu à l'enfer du camps d'AUSCHWITZ, portait

en lui l'héritage douloureux que connaissent ces familles meurtries.

A bord de la navette spatiale COLUMBIA, un dessin l'accompagnait; intitulé PAYSAGE LUNAIRE. C'était Petr GINZ, un jeune adolescent juif de TCHÉCOSLOVAQUIE, gazé à l'âge de 14 ans, dans le camp d'extermination nazi de BIRKENAU en POLOGNE, qui l'avait imaginé.

«J'ai le sentiment que mon voyage est l'accomplissement du rêve de Petr GINZ, 58 ans après sa mort. C'est la preuve de la suprématie de l'esprit et que les murs du ghetto, ne peuvent enfermer l'âme d'un enfant». avait-il déclaré....

Le destin d'ILAN a rejoint celui tragique de cet enfant. Si le songe de Petr GINZ a pu se concrétiser un instant, toi ILAN, tu nous a donné le rêve, l'espoir, et la fierté d'appartenir à une

GRANDE NATION.

Devant le monde entier, tu as porté dans l'espace le drapeau ISRAËLIEN, et, au delà même, tu es parvenu à transcender les cliques politiques, et les dissidences internes à la société israélienne, tout en offrant à la communauté internationale l'image d'une jeune nation performante. Exemple de réussite pour la jeunesse. RAMON consacrait notamment ses permissions durant ses 4 années à la NASA, à la sensibilisation des étudiants en matière de recherche et technologie, afin de les convaincre de l'intérêt que représente le progrès scientifique israélien.

Acteur d'un évènement exceptionnel dans l'histoire d'ISRAËL, ton nom restera gravé dans la mémoire collective.

**CAROLINE, NATHALIE, ELSA**

### ► VOUS DÉSIREZ RECEVOIR LA LETTRE DU COLLECTIF PAIX ET VÉRITÉ

Il faut pour cela devenir Ami du Collectif Paix et Vérité:

**Ce statut s'acquiert moyennant une cotisation de  
10 EURO À ADRESSER PAR CHÈQUE BANCAIRE OU POSTAL  
À L'ORDRE DE COLLECTIF PAIX ET VÉRITÉ.**

**Il donne droit à recevoir tous les numéros de la lettre pendant un an.  
Cotisations de soutien à 25 , 50 , 100 , 200 Euro, etc..**

### ► VOUS DÉSIREZ ÊTRE INFORMÉ(E) DES ACTIVITÉS ET DES PUBLICATIONS DU COLLECTIF PAIX ET VÉRITÉ

*Dans les deux cas vous voudrez bien remplir le coupon ci-dessous  
et l'adresser au :*

**COLLECTIF PAIX ET VÉRITÉ.  
BP 42 13266 MARSEILLE CEDEX 08**

Nom: .....

Prénom: .....

Adresse: .....

Ville: ..... Code Postal .....

Pays: .....

Mentions complémentaires qui faciliteraient les contacts:

# LOURDE DÉFAITE DU LOBBY EXTRÊMISTE PRO-PALESTINIEN

Depuis le début de l'Intifada, la coalition rouges-verts a concentré son effort de détestation d'Israël sur les professionnels des médias, les personnels de l'Éducation et les Universités. Un des objectifs importants de la coalition est l'organisation du boycott économique et scientifique d'Israël.

Le boycott économique n'a pas donné de résultats mesurables. Une manifestation somme toute squelettique à Marseille, en Septembre, et des escarmouches sans lendemain ici ou là.

Par contre, la coalition vient d'essuyer un échec d'importance dans ses manœuvres pour organiser le boycott scientifique d'Israël. Quoiqu'en dise le mollah en jupon, Monique Chemillier-Gendreau, la manœuvre rouge-vert qui voulait faire voter la rupture des relations scientifiques par les Conseils d'Administration d'Université s'est retournée contre ses initiateurs.

Au lieu d'appels au boycott, d'innombrables instances qui ne se seraient pas prononcées, ont été amenées à désavouer officiellement la rupture avec Israël. La conférence des présidents d'Université s'est déclarée contre le boycott, mais aussi de nombreux Conseils d'Administration, dont celui de Paris 6, mais aussi le gouvernement français et les instances européennes, etc. *Last but not least*, une pétition sur Internet a réuni des dizaines de milliers de signatures, parfois tout à fait prestigieuses, et une déclaration des plus sévères pour les boycotteurs, « L'Université française sous influence », a été adoptée

par le sommet de la science française. Parmi les signataires, le Président de l'Académie de Sciences, Etienne Beaulieu, les prix Nobel Georges Charpak et Pierre Gilles De Gennes, la médaille Field Alain Connes, le découvreur du virus du sida Hubert Montagner, les historiens Emmanuel Le Roy Ladurie et Mona Ozouf.

Ce n'est pas tout. La propagande antisioniste, antijuive dans sa substance et dans ses effets, commence à créer en France un réel malaise politique que l'État ne peut plus négliger.

Il semble que les pouvoirs publics aient compris qu'on ne plus laisser des voyous, arabo-musulmans le plus souvent, transformer l'école en sanctuaire de la pensée antisémite, de pratiques fascisantes et piétiner la laïcité, sans risquer un affaiblissement incontrôlable de l'État dans « Les territoires perdus de la République ». Il y a un risque pour l'État et il y a aussi un risque pour l'image internationale de la France. C'est pour cela que Jean-Pierre Raffarin et Luc Ferry ont pris dernièrement des positions publiques fortes.

L'analyse de Luc Ferry est sans failles et mérite une longue citation : « *Je pense qu'il y a aujourd'hui trois formes d'antisémitisme en France. L'antisémitisme traditionnel, hitlérien, qui peut exister dans certains partis d'extrême droite. Il est aujourd'hui résiduel et en régression. Une deuxième sorte est en lien avec le conflit au Moyen-Orient ; c'est l'antisémitisme le plus inquiétant, lié à la présence*

*d'une très forte communauté musulmane en France. Je ne dis évidemment pas que les musulmans sont antisémites : leur religion, bien comprise, s'oppose, au contraire, à toutes les formes de racisme. Mais force est de constater que cela n'empêche pas les dérives. C'est pour cette raison qu'un professeur d'histoire géographique est parfois interrompu quand il donne un cours sur la Shoah. Il y a enfin une tentation antisioniste qui vire parfois à l'antisémitisme, bien qu'elle vienne souvent d'intellectuels de gauche, démocrates, mais en désaccord avec la politique d'Israël. Cet antisionisme d'extrême gauche dérape parfois et déculpabilise des pulsions politiques déplaisantes. Ce fut le cas, je crois, à Paris-VI. Il faut savoir, là aussi, y résister. » « Réaffirmer les principes républicains » Le Monde 6 Février 2003.*

Au même moment, au Parlement européen, au terme d'un parcours sévère, François Zimmeray et ses amis, obtenaient enfin 170 signatures pour la création d'une commission d'enquête sur l'usage des fonds européens par l'Autorité Palestinienne.

Les enragés de la croisade contre l'État Juif viennent d'essuyer un double revers dont il convient de prendre date. Avec la donne post-Saddam Hussein en Irak, et le repositionnement des soutiens arabes de l'extrémisme palestinien, ils risquent fort de voir leurs moulins à fabriquer la haine se retourner contre eux.

J-P B

## LES OBJECTIFS DU COLLECTIF PAIX ET VÉRITÉ

1. Engager la lutte des idées pour la vérité sur le conflit du Proche Orient, pour une connaissance objective des véritables positions et des attentes des parties en présence ;
2. Dénoncer les menées antisémites dans notre pays, les manifestations de la judéophobie, comme les autres manifestations du racisme ;
3. Mettre un terme à la tolérance parfois manifestée dans le passé pour les transgressions de la loi quand elles étaient le fait de citoyens issus de l'immigration ;
4. Dénoncer les campagnes médiatiques antisémites et la désinformation ; obtenir le respect
- des normes déontologiques dans le champ médiatique sur les questions du Proche Orient et d'Israël ;
5. Infléchir la politique officielle française au Proche Orient dans le sens d'une approche démocratique, équilibrée et impartiale entre les parties en conflit ;
6. Faire reconnaître la communauté de valeurs éthiques et démocratiques entre notre pays et Israël et en tirer les conséquences dans les relations bilatérales des deux pays ;
7. Appuyer toutes les propositions fondées sur la recherche véritable de la paix au Proche Orient et la négociation loyale.

Lettre du Collectif Paix et Vérité

BP 42 13266 Marseille Cedex 08

paixetverite@online.fr

<http://www.objectif-info.com>

Directeur de publication: Jean-Pierre Bensimon

Impr. Repro Concept Marseille